

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance Ordinaire du 12 MAI 2025

L'an deux mille vingt-cinq
Et le douze du mois de MAI

Membres en exercice :	29
Membres présents :	22
Procurations :	7
VOTES :	28
POUR :	28
CONTRE :	/
ABSTENTIONS :	/
Date de convocation :	6/05/2025

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est rassemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. BRUNET M. TOUCHE C. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP. GALANTINI V. PAYAN L. MORARD S. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S. FERAUD S. DERDICHE C.

PROCURATIONS : MM/MMES. LOUVION C. à SPAGNOU D., SCHMALTZ E. à LAUGIER N., RODRIGUEZ C. à TEMPLIER JP., MUNS A. à CLARES P., ODDOU S. à REYNIER C., JOURDAN E. à CODOUL B., SEBANI S. à JAFFRE S.

M. Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

2025-04-02-SG

OBJET : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'ABATTOIR DE SISTERON – MODIFICATION UNILATERALE N°3.

Madame Françoise GARCIN ne prend pas part au vote.

La Commune a conclu le 2 juin 2017, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, une convention de délégation de service public avec la société SA Exploitation Abattoir municipal de Sisteron (S.E.A.S) pour assurer l'exploitation de l'abattoir communal.

La convention portant délégation de service public a été initialement conclue pour une durée de 7 ans à compter de la date d'effet du contrat. En conséquence, la délégation de service public arrivait initialement à échéance le 1^{er} juin 2024.

Afin de garantir la continuité du service public de l'abattoir, notre Assemblée a d'ores et déjà acté le principe de la mise en œuvre d'une nouvelle procédure de dévolution visant à renouveler la délégation de service public. Une délibération, en ce sens, a été votée, le 20 septembre 2023.

Par une délibération n°2024-04-01-SG votée le 11 avril 2024, le Conseil municipal a approuvé le principe d'une prolongation de la durée initiale du contrat de délégation de service public d'une année supplémentaire, portant sa date d'échéance au 1^{er} juin 2025.

Cette prolongation était motivée par la réalisation de travaux afférant à la construction et à l'aménagement d'espaces de stockage réfrigérés et d'espaces de découpes dédiés à l'activité bovine devenus nécessaire au maintien de l'équilibre économique du site et à la pérennisation de l'activité de l'abattoir communal délégué.

La procédure de dévolution visant à renouveler la délégation de service public a été publiée le 17 mars 2025 sur la plateforme de dématérialisation e-marchespublics.com. La date limite de remise des plis a été fixée au 30 avril 2025 à 17h.

Depuis lors, les services de l'Etat, la commune et la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence se concertent pour favoriser la pérennité de cet outil contribuant au développement et au rayonnement de notre territoire. Il est résulté de ces échanges l'intérêt d'une étude juridique et financière relative à l'avenir du modèle juridique et économique de l'abattoir municipal.

Pour ce faire, une procédure adaptée de mise en concurrence visant à l'attribution du marché public afférent a été publié le 24 avril 2025, avec une date limite de réception des offres au 6 mai 2025.

Au terme de la procédure de dévolution, le contrat sera conclu pour une durée de trois mois.

L'étude a pour objectif :

- D'établir un diagnostic de la situation actuelle de l'abattoir, notamment sur son aspect financier ;
- De projeter les évolutions souhaitées en intégrant la mise aux normes exigées par les textes et les services de l'État ;
- De définir le futur modèle juridique et économique de l'abattoir permettant de garantir la pérennité de l'abattoir.

L'étude devra être restituée au plus tard le 15 septembre 2025.

Il ressort de la nature et du périmètre de l'étude que les besoins de la collectivité exprimés au détour du cahier des charges de la procédure de renouvellement lancée le 17 mars dernier pourraient être amenés à être modifiés, amendés ou complétés en tout ou partie en fonction des données collectées ou des livrables produits à l'issue de cette étude. En toute hypothèse, cette réflexion est susceptible d'introduire des modifications substantielles aux conditions initiales de mise en concurrence.

Il est utile de préciser que l'article 14 du règlement de la consultation prévoit la faculté, pour la commune de Sisteron, d'abandonner la procédure à tout moment pour motif d'intérêt général, ce dernier pouvant être justifié en cas de modification du besoin de la commune de Sisteron si l'avancement de l'étude laissait à suggérer ou venait à imposer une redéfinition du besoin ou des exigences communales au regard des conditions d'exploitation de l'abattoir.

Il est également possible d'envisager une modification des éléments du dossier de consultation, assortie ou non suivant leur caractère substantiel ou non, d'une nouvelle publicité ou d'une prolongation de délai.

Il résulte de ce qui précède qu'il est utile de prolonger l'actuel contrat de délégation de service public au motif d'intérêt général de garantir la continuité du service public au-delà du 1er juin 2025 et afin d'intégrer les conclusions issues de l'étude engagée dans la consultation à venir.

Cette modification de la durée du contrat de délégation de service public est conforme aux dispositions du code de la commande publique et plus particulièrement aux articles R3135-7 et R3135-9.

Il résulte de ce qui précède que la modification unilatérale projetée a pour objet de prolonger la durée du contrat de délégation de service d'une année fixant l'échéance du contrat au 1^{er} juin 2026.

Le projet de décision du Maire reprend l'ensemble des articles et dispositions contractuelles concernées par la modification.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la commande publique ;

OUÏ CET EXPOSÉ ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITE

APPROUVE le principe du recours à une modification unilatérale au contrat de délégation de service public ;

APPROUVE les termes de la modification unilatérale tels qu'exposés au projet de décision joint à la présente délibération ;

HABILITE M. le Maire à prendre la décision de modification unilatérale conformément au dispositif qui précède ;

AUTORISE M. le Maire à prendre toute décision et à signer tous actes utiles à l'exécution de la présente délibération.

**Pour copie conforme,
Le Maire,
Daniel SPAGNOU**